

ÉCONOMIE

Une entreprise belge a caché plus de 700 millions de dette

La société cotée Nyrstar avait annoncé officiellement en 2018 une dette de 1,68 milliard d'euros, alors que son endettement réel était de 2,4 milliards d'euros, pointe un rapport de l'auditeur de la FSMA, que les journaux *L'Echo* et *De Tijd* ont pu consulter. Une manipulation de marché grossière, estime l'auditeur du gendarme boursier.

Nyrstar et six de ses administrateurs devraient savoir cet automne s'ils seront sanctionnés par l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) pour une possible manipulation de marché le 30 octobre 2018, date à laquelle Nyrstar avait dévoilé ses résultats du troisième trimestre, en les accompagnant de commentaires largement rassurants, rappelle *L'Echo*. Or, quelques mois plus tard, la société cotée avait été contrainte, pour se renflouer, de céder ses activités liées au zinc au négociant en matières premières Trafigura, devenu au passage actionnaire principal de Nyrstar.

Nombre de petits actionnaires de Nyrstar ont perdu gros lors de ce fiasco et ont intenté différentes actions ces dernières années. Les plaignants, qui dénoncent des manipulations de marché, réclament en justice des dommages et intérêts de près de deux milliards d'euros. Après l'enquête de l'auditeur de la FSMA, la commission des sanctions du gendarme boursier devrait se prononcer d'ici la fin de l'année. BELGA

CLIMAT

Les fausses promesses technologiques des bricoleurs du climat

Les technologies de géo-ingénierie imaginées pour protéger le climat sont inefficaces, coûteuses et risquées, alertent des scientifiques. Elles représentent de faux espoirs : seule la baisse des émissions agit durablement et efficacement.

MICHEL DE MUELENAERE

Peut-on « sauver » les pôles ou au moins ralentir leur dégradation en recourant à la technologie ? Certains en sont persuadés et étudient déjà, parfois de manière très approfondie, des concepts de « géo-ingénierie ». Leur espoir : ralentir, voire stopper la fonte des glaces qui perturbe le climat et contribue à l'élévation du niveau de la mer. Las, à l'issue d'une évaluation dont les résultats ont été publiés ce mardi dans la revue *Frontiers in Science* par une équipe internationale d'une quarantaine de chercheurs, cinq des concepts les plus élaborés sont jugés inefficaces, coûteux, voire dangereux.

Pourquoi se soucier des pôles ? Le réchauffement y est largement supérieur à la moyenne mondiale – trois à quatre fois plus rapide en Arctique, deux fois en Antarctique –, rappelle la glaciologue belge Marie Cavitte (VUB), coau-

trice de l'étude. Cette évolution a « des conséquences projetées sévères et irréversibles, tant au niveau local qu'au niveau global (par exemple, sur le niveau des mers) ». L'Arctique et l'Antarctique sont par ailleurs des écosystèmes uniques. Ces deux « continents », l'un sur la mer, l'autre sur la terre, hébergent la majeure partie des glaces de la planète. Outre qu'ils abritent des communautés humaines qui en dépendent, ils jouent un rôle essentiel dans la régulation du climat, notamment dans le fonctionnement des courants sous-marins, dont certains montrent déjà des signes de ralentissement.

Des recherches controversées

« Aux Etats-Unis, des équipes entières travaillent sur la géo-ingénierie depuis des années », constate François Massonnet, climatologue à l'UCLouvain. « Elles bénéficient de gros financements, de fondations, de milliardaires. Traditionnellement, les Américains sont plus "technosolutionnistes" et ils ont moins de barrières éthiques que les Européens. » Alors que le réchauffement apparaît inéluctable, faut-il « intervenir sur le climat » comme le disent les partisans de la technique, pour ralentir ses effets et gagner du temps en attendant une réduction suffisante des émissions mondiales de gaz à effet de serre ? Pas pour les experts de premier plan, qui passent en revue cinq des concepts de géo-ingénierie les plus élaborés.

Parmi ces solutions, il y a deux grands classiques. L'injection d'aérosols dans la stratosphère, du dioxyde de soufre (SO₂) ou des aérosols sulfatés permettrait d'imiter l'effet temporairement « refroidissant » des éruptions volcaniques, dont les particules projetées réfléchissent une partie du rayonnement solaire. Désavantage : les particules étudiées par les « bricoleurs du climat » sont nocives pour la couche d'ozone et contribuent à l'acidification des océans. Les essais à base de dioxyde de titane et de carbonate de calcium, potentiellement moins nocifs, sont encore au stade expérimental. Les autres effets climatiques de cette technique sont méconnus, mettent en garde les scientifiques. Elle pourrait même contribuer au réchauffement plutôt que de le ralentir et sa mise en œuvre nécessiterait des milliers de vols. Par ailleurs, pour que l'effet se prolonge, il faudrait régulièrement renouveler l'opération sous peine de voir le réchauffement se rétablir brutalement.

Microbilles et rideaux sous-marins

Autre solution globale : fertiliser les océans en y ajoutant des nutriments (par exemple des particules de fer) qui stimuleraient le phytoplancton. Celui-ci absorberait davantage de CO₂ et, en mourant, l'entraînerait par le fond où il resterait stocké en profondeur. L'idée a déjà fait l'objet d'une vingtaine d'expériences de très courte durée, indique la paléoclimatologue française Valérie Masson-Delmotte, avec des « maigres résultats ». En revanche, la liste des inconvénients potentiels est longue : effets imprévisibles sur les chaînes alimentaires et la circulation océanique, risques pour les pêcheries, bénéfices incertains à long terme, difficultés de gouvernance internationale puisque cette action est actuellement assimilable à de la pollution.

D'autres solutions de géo-ingénierie sont plus locales. Pour ralentir la fonte des calottes glaciaires particulièrement en Antarctique, certains imaginent ainsi de dresser des « rideaux » sous-marins pour bloquer l'intrusion d'eaux chaudes sous les glaciers. Complicé à réaliser dans un environnement extrême, disent les scientifiques. Ces structures flexibles et flottantes devraient être ancrées jusqu'à plusieurs centaines de mètres sous la mer. Par ailleurs, les rideaux seraient exposés à la force des courants et à d'éventuels

risques de collision. Ils pourraient enfin perturber les habitats, les zones d'alimentation et les routes migratoires des animaux marins (baleines, phoques, oiseaux de mer).

Le constat n'est pas beaucoup plus rose pour l'idée d'améliorer l'albedo (le pouvoir réfléchissant) de la calotte glaciaire et de la banquise en y déversant des tonnes et des tonnes de microbilles de verre. Si les glaciers et la banquise renvoient 50 % des radiations solaires vers l'Espace, leur fonte laisse la mer à l'air libre et celle-ci capte davantage la chaleur. L'accumulation de poussières réduit aussi le pouvoir réfléchissant de la glace. La banquise arctique aurait ainsi perdu de 13 à 15 % de son effet radiatif depuis le début des années 1980. Répandre des microbilles permettrait de ralentir la fonte et éventuellement de restaurer la glace annuelle. Mais les risques écotoxicologiques pour le zooplancton et les écosystèmes arctiques sont grands, alerte l'étude. Les besoins logistiques seraient énormes, sans compter les émissions liées à la production des perles, celles-ci finissant par se dissoudre dans l'eau de mer.

Toujours dans les pôles, certains préconisent de retirer, grâce à des pompes permanentes, l'eau « basale » qui s'écoule sous les glaciers et accélère leur glissement vers la mer, où ils contribuent à l'élévation du niveau des océans. Coûteux, techniquement compliqué et n'offrant aucune garantie d'efficacité, vu que l'eau basale pourrait migrer sous un autre glacier, analyse l'étude. Et comme dans le cas des rideaux sous-marins et des perles de verre, les chercheurs rappellent que le traité sur l'Antarctique interdit les activités à fort impact.

Inefficace, cher, conflictuel

Outre des effets induits mal connus et peu documentés, ces solutions partagent plusieurs caractéristiques, dont leur coût. Une évaluation très prudente conclut que chaque « solution » coûterait au moins 10 milliards de dollars pour sa mise en place et son entretien. Un chiffre « largement sous-évalué », disent les chercheurs. « Aucun des concepts proposés ne bénéficie actuellement de tests concluants en conditions réelles », rappellent les chercheurs. Il ne s'agit encore que de modélisations informatiques ou de tests limités. Leur mise en place à large échelle pose aussi des questions de gouvernance fondamentales : agir sur le climat dans une région pourrait avoir des répercussions dans une autre. L'utilisation de certaines substances, comme des microbilles ou des aérosols, risque d'entraîner leur dissémination généralisée. Aucune des solutions ne peut en tout cas « être mise en œuvre à une échelle suffisante, ni assez rapidement, pour répondre efficacement à la crise climatique dans le délai imparti ».

Si le monde atteint la neutralité carbone, le réchauffement devrait se stabiliser en l'espace de 20 ans, rappellent les chercheurs. Mais les « technologies hasardeuses » de la géo-ingénierie travaillent sur les symptômes du changement climatique et pas sur ses causes, analyse Martin Siegert, auteur principal de l'étude (Université d'Exeter). Ces prétendues solutions distraient les décideurs, les entreprises et le public de l'objectif essentiel. Très médiatisées et portées par des communicants professionnels, elles détournent par ailleurs une partie des financements de recherches bien plus prioritaires. « La solution qu'on connaît et qui fonctionne, c'est réduire les émissions de gaz à effet de serre », conclut Marie Cavitte. Ces émissions résultent de l'utilisation des combustibles fossiles (pétrole, charbon, gaz fossile), de la déforestation et de la destruction de la nature. Les technologies et les solutions pour y arriver sont déjà disponibles. Et elles ont prouvé leur efficacité.

NÉPAL

Le Premier ministre démissionne face à la colère de la rue, le Parlement en feu

Des centaines de manifestants en colère ont incendié mardi le Parlement népalais, dans la foulée de la démission du Premier ministre KP Sharma Oli, au lendemain de manifestations contre le blocage des réseaux sociaux et la

corruption qui ont fait 19 morts. Le domicile du Premier ministre, âgé de 73 ans, a lui aussi été incendié, selon un photographe de l'AFP. A la mi-journée, le chef du gouvernement a annoncé sa démission

« afin que des mesures puissent être prises en vue d'une solution politique », a-t-il écrit dans une lettre au président népalais. Lundi soir, il avait ordonné le rétablissement des réseaux sociaux et l'ouverture d'une enquête

« indépendante » sur les conditions de l'intervention de la police. Mais la colère de la population n'est pas retombée. AFP

Un incendie ravage le Singha Durbar, à Katmandou. © AFP.

